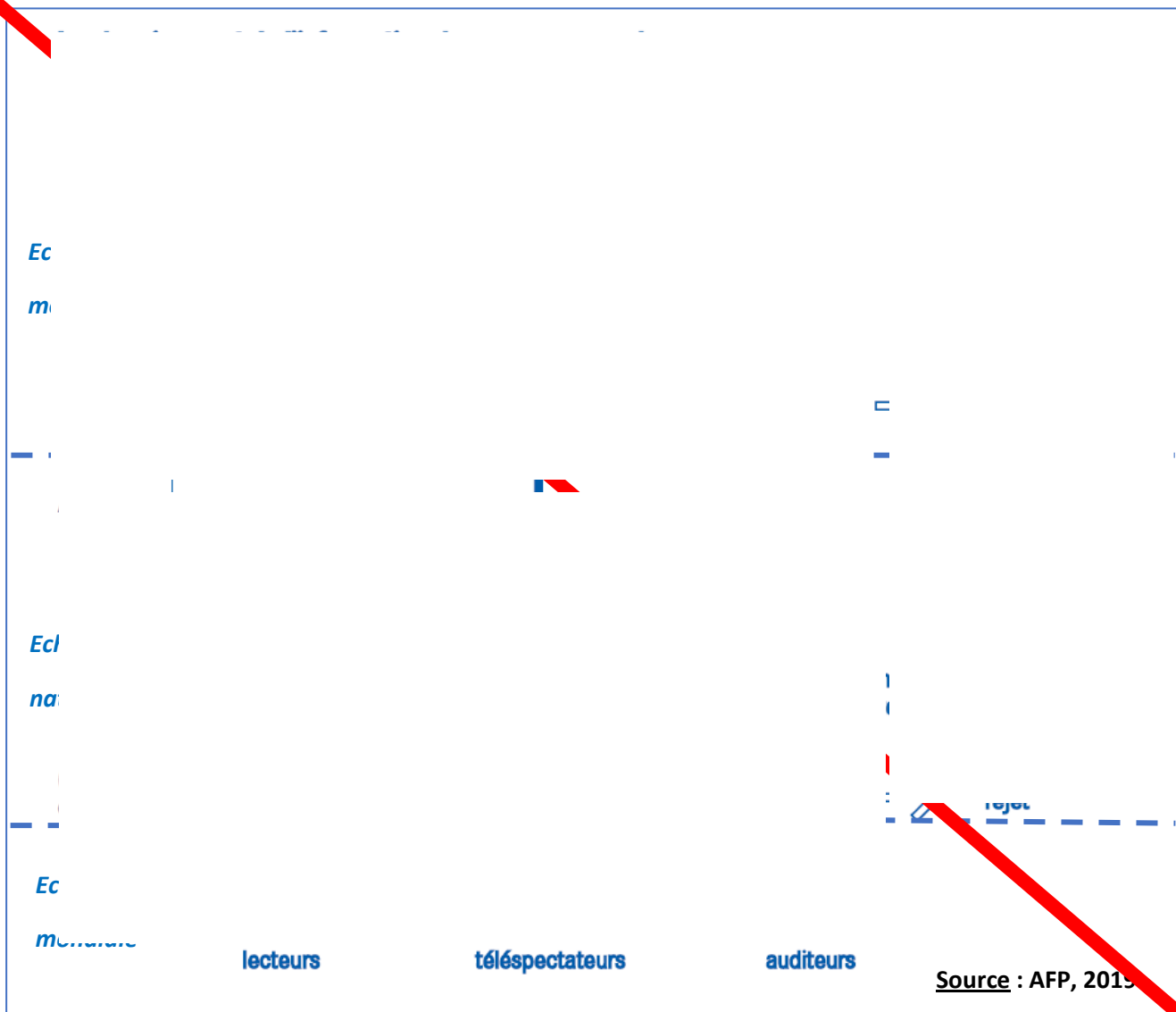


Document 1 : l'AFP aujourd'hui



Desk

Service comprenant des rédacteurs qui reçoivent les dépêches, les corrigent, éventuellement les réduisent ou les traduisent avant de les diffuser vers les clients. Le desk est spécialisé dans un secteur d'activités, un domaine géographique ou linguistique (*desk sportif, desk latino-américain, desk arabe...*). À l'origine, dans les premières agences américaines, le tri de l'information se faisait sur une table, *desk*. Le terme, par métonymie, désigne la rédaction.

Fil

Par glissement depuis le fil télégraphique, désigne l'ensemble d'un service (*fil France, fil sport...*).

Doc 2 : Havas, l'État et la presse en 1840

M. Havas a une agence que personne n'a intérêt à divulguer, ni les ministères ni les journaux d'opposition. Voici pourquoi. M. Havas a des correspondants dans le monde entier ; il reçoit tous les journaux de tous les pays du globe, lui, le premier. Aussi est-il logé rue Jean-Jacques-Rousseau, en face de l'hôtel des Postes, pour ne pas perdre une minute. On le laisse ainsi maître de tous les secrets, en dehors des secrets diplomatiques. Mais, à une condition : il donne au ministre, à son lever, un petit *bulletin universel*, parfaitement rédigé, qui résulte du dépouillement et de la traduction de tous les journaux étrangers. [...] M. Havas reçoit 6 000 Francs mensuels du ministère pour ce singulier service. Comprenez-vous maintenant la pauvre uniformité des nouvelles étrangères dans tous les journaux ? Chacun teint en blanc, en vert, en rouge ou en bleu la nouvelle que lui envoie M. Havas. Sur ce point, il n'y a qu'un journal, fait par lui, et à la source duquel puisent tous les journaux.

Tous les journaux de Paris ont renoncé par des motifs d'économie à faire pour leur compte les dépenses auxquelles M. Havas se livre d'autant plus en grand qu'il a maintenant un monopole, et tous ces journaux, dispensés de traduire comme autrefois les journaux étrangers et d'entretenir des agents, subventionnent M. Havas pour un abonnement mensuel pour recevoir de lui, à heure fixe, les nouvelles de l'étranger. À leur insu, ou de science certaine, les journaux parisiens n'ont que ce que le ministère leur laisse publier. Puis, M. Havas les traite selon le montant de leur abonnement. Si *Les Débats* donnent 100 Francs par mois, ils ont telle ou telle nouvelle avant les autres.

Source : Balzac, « Chronique de la presse », *La Revue Parisienne*, 25 août 1840.

Doc 2 : Havas, l'État et la presse en 1840

M. Havas a une agence que personne n'a intérêt à divulguer, ni les ministères ni les journaux d'opposition. Voici pourquoi. M. Havas a des correspondants dans le monde entier ; il reçoit tous les journaux de tous les pays du globe, lui, le premier. Aussi est-il logé rue Jean-Jacques-Rousseau, en face de l'hôtel des Postes, pour ne pas perdre une minute. On le laisse ainsi maître de tous les secrets, en dehors des secrets diplomatiques. Mais, à une condition : il donne au ministre, à son lever, un petit *bulletin universel*, parfaitement rédigé, qui résulte du dépouillement et de la traduction de tous les journaux étrangers. [...] M. Havas reçoit 6 000 Francs mensuels du ministère pour ce singulier service. Comprenez-vous maintenant la pauvre uniformité des nouvelles étrangères dans tous les journaux ? Chacun teint en blanc, en vert, en rouge ou en bleu la nouvelle que lui envoie M. Havas. Sur ce point, il n'y a qu'un journal, fait par lui, et à la source duquel puisent tous les journaux.

Tous les journaux de Paris ont renoncé par des motifs d'économie à faire pour leur compte les dépenses auxquelles M. Havas se livre d'autant plus en grand qu'il a maintenant un monopole, et tous ces journaux, dispensés de traduire comme autrefois les journaux étrangers et d'entretenir des agents, subventionnent M. Havas pour un abonnement mensuel pour recevoir de lui, à heure fixe, les nouvelles de l'étranger. À leur insu, ou de science certaine, les journaux parisiens n'ont que ce que le ministère leur laisse publier. Puis, M. Havas les traite selon le montant de leur abonnement. Si *Les Débats* donnent 100 Francs par mois, ils ont telle ou telle nouvelle avant les autres.

Source : Balzac, « Chronique de la presse », *La Revue Parisienne*, 25 août 1840.

Doc 3 : le travail d'Havas, l'affaire BOTTO et le cas de Guernica (printemps 1937)

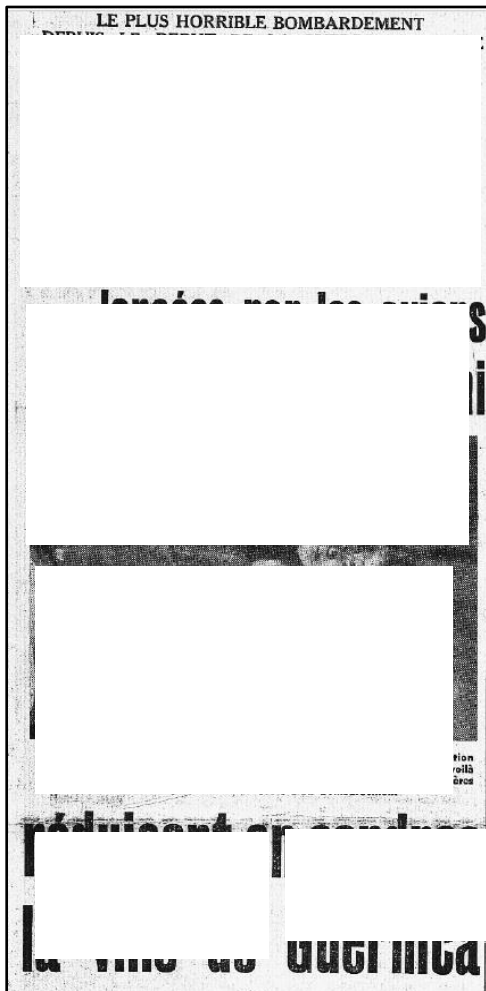
26 avril 1937 : dans l'après-midi, un jour de marché, la ville républicaine de Guernica est bombardée par l'aviation nazie qui appuie les troupes nationalistes de Franco. L'attaque fait de 800 à 1 000 morts civils.

27 avril 1937 : George Steer, correspondant américain de Reuter à Bilbao câble le premier récit détaillé du bombardement repris dans le *Times* le même jour.

« D'après le prêtre de la ville de Guernica, le bombardement a duré exactement trois heures un quart au cours desquelles une escadrille puissante d'avions bombardiers allemands n'a cessé de déverser sur la ville des bombes et, d'après certaines estimations, plus de mille projectiles incendiaires. Les chasseurs entre-temps, s'éloignaient du centre de la ville vers la campagne pour mitrailler ceux qui se réfugiaient dans les champs. Toute la cité fut bientôt en flammes. [...] Le prêtre certifie avoir vu des croix gammées sur les flancs des chasseurs en piqué. »

Source : extrait d'article du *Times*, 27 avril 1937.

28 avril 1937 : article de *L'Humanité*



1^{er} mai 1937 : Georges Botto, le correspondant pour Havas, arrive sur les lieux. L'État-major franquiste organise le 1^{er} mai une visite de journalistes étrangers dans les ruines de Guernica, où se trouvent désormais les nationalistes. Sans faire la moindre réserve, ignorant la qualité fondamentale de l'agence, la neutralité (Botto est franquiste), Botto écrit un télégramme le lendemain rejetant la responsabilité du massacre sur les Républicains.

Télégramme Botto (2 mai 1937) : « Guernica, 2 mai 1937, tous les pans des murs restés encore debout ne portent aucune trace d'éclats d'obus et de bombes. Toutes les fenêtres sont ceinturées de traces de flamme. Les poutres des maisons achèvent de se consumer. Nulle part on ne trouve de cratères d'obus, d'éclats de bombes et l'absence de traces de projectiles démontre que l'incendie volontaire est évident. Dans les maisons construites en béton armé, où le feu a peu de prise, on peut sentir l'essence, voir des traces de flammes qui ont été provoquées par du pétrole car la fumée a déposé sur les murs une suie très épaisse. [...] Il est indubitable que les Nationalistes ne participèrent pas à cette dévastation. Il ne fait aucun doute pour une personne qui a vu, que la responsabilité de ce désastre est à la charge des marxistes. »

Source : Archives Havas, télégramme Botto, 2 mai 1937.

2 mai 1937 : le télégramme Botto arrive en fin de matinée à la rédaction centrale d'Havas à Paris. La dépêche d'Havas a disparu. Mais, on a retrouvé une note interne écrite par la rédaction centrale : « notre dépêche a été modifié par le Quai d'Orsay. Celui-ci, après avoir supprimé la dernière phrase que j'avais laissé attribuant la responsabilité de la destruction aux Allemands, a insisté pour faire publier une dépêche reprenant le télégramme de Botto. »

La présence **des journalistes étrangers révèle que la ville n'a pas été bombardée**

Les maisons avaient été arrosées d'essence et incendiées par les gouvernementaux

Source : article du *Figaro*, 3 mai 1937.

Les Républicains ici.

L'affaire Botto selon l'historien Antoine Lefebure :

La clé de cette sulfureuse histoire se trouve au ministère des Affaires étrangères, le Quai d'Orsay, tuteur d'Havas pour ce qui concerne l'activité internationale. [...] Il y a deux réécritures des dépêches. La première, technique, au siège d'Havas ; la seconde, politique au Quai d'Orsay. [...] Effrayés par la réaction de l'opinion publique, le Quai d'Orsay a réécrit et trituré la dépêche d'Havas dont il avait le contrôle pour imputer la responsabilité du drame aux Républicains. [...] Leur manœuvre permettait à la politique française de non-intervention en Espagne de perdurer jusqu'à la victoire finale des Franquistes (et de leurs alliés Allemands et Italiens). Le Quai d'Orsay était désireux de ne pas tendre les relations franco-allemandes pour éviter à tout prix que l'opinion publique française demande à son gouvernement, sous l'effet du scandale provoqué par la médiatisation de ce bombardement, une entrée en guerre contre l'Allemagne nazie.

Source : Antoine Lefebure, *Havas, les arcanes du pouvoir*, Paris, Grasset, 1992, p.252-253.

